

ON S'ABONNE

— Au bureau central, à l'imprimerie de la Banque de Pologne.

— Chez tous les libraires.

— Et à tous les bureaux de poste.

Pour 3 mois

Varsovie: R. ar. 2, c. 25 (15 f.)

à domicile, 2, 40 (16 f.)

Province 3, (20 f.)

Un N^o. isolé — c. 5 (10 gr.)



On reçoit les avis à insérer, tous les jours de dix heures du matin à cinq heures du soir, au bureau du journal.

Le prix des insertions, se règle à l'amiable.

Les lettres adressées à la rédaction doivent être affranchies.

GLANEUR DE VARSOVIE

— VARSOVIE, 7 Mars. — En vertu d'une ordonnance suprême, les commissaires siégeant dans les régences de gouvernements, porteront dorénavant le nom de conseillers de régence.

PARTIE POLITIQUE.

— POSEN, 12 Février. — La députation envoyée à Berlin, pour traiter avec la compagnie du chemin de fer de Francfort sur l'Oder à Breslau, poursuit activement le cours de ses négociations, et il y a tout lieu de croire qu'elle obtiendra ce qu'elle demande, c. à. d. que le chemin de fer en question passe par Posen et le Grand Duché. En effet si, d'un côté, cette ligne est plus longue de neuf milles, à peu près, que celle qui irait directement à Breslau, par la basse Silésie; d'un autre côté, ce léger inconvénient serait amplement compensé par les avantages que le tracé, par le Grand Duché, offrirait aux entrepreneurs. On comprend de quelle haute importance cette route serait pour la prospérité de la province. Un chemin de fer qui irait de Breslau à Posen, et plus tard serait continué jusqu'à Bromberg et Danzig, établirait par la ligne de Triest

à Vienne et à Breslau, une communication directe entre la mer Adriatique et la mer Baltique, et ouvrirait ainsi une nouvelle voie au commerce du midi avec le nord de l'Europe.

— PARIS, 25 Février. — *Le Journal des Débats* rompt aujourd'hui le silence qu'il avait gardé hier sur la non-ratification, par la France, du traité relatif au droit de visite. Répondant aux feuilles de l'opposition qui prétendent que le concert européen est de nouveau rompu, et que l'humiliation du 20 Février 1842, est moralement plus grave que celle du 15 Juillet 1840, le journal ministériel s'attache à prouver la fausseté de ces deux assertions. Le protocole reste ouvert, dit-il, c. à. d. qu'on veut éviter jusqu'à l'apparence d'une exclusion qui nous mettrait en dehors de l'alliance commune. Nous négocierons; ou l'on parviendra à s'entendre sur des modifications qui permettraient au gouvernement de ratifier; ou les traités de 1831 et de 1833 continueront à faire loi entre la France et l'Angleterre. Car il ne faut pas l'oublier; ces traités nous lient, nous avons été libres de ne pas ratifier le traité de 1842; nous ne le sommes pas de rompre les an-

ciens; le droit de visite existe.... *Le ministère n'a pris aucun engagement; il ne s'est soumis à aucun délai; il ne sera pas plus obligé de ratifier dans un an, dans six mois qu'aujourd'hui....* L'Angleterre d'ailleurs, n'a point élevé la moindre plainte contre l'usage que nous avons fait de notre droit de ne pas ratifier; elle se borne à exprimer le désir et l'espérance de nous amener à le faire, et le protocole reste ouvert, pour qu'en attendant l'issue des négociations, rien ne soit définitivement réglé, sans nous et contre nous. Le jour où l'on tombera d'accord, il n'y aura qu'un protocole à fermer. Cela vaut mieux, nous le croyons, que de semer l'aigreur entre deux grands peuples, et de se renvoyer réciproquement des paroles amères et injurieuses, comme on l'a fait il y a deux ans.

— L'agent du gouvernement français, parti dans la soirée du 22 courant, pour se rendre aux Etats-Unis, est un des employés supérieurs du ministère des affaires étrangères. Avant son départ, il a été reçu plusieurs fois par M. Guizot, chez lequel se trouvait aussi M. Cass, envoyé des Etats-Unis.

— M. de Tinan, aide-de-camp du maréchal Soult, envoyé récemment en mission auprès de don Carlos, est de retour à Paris depuis quelques jours. Rien n'a transpiré sur le but de la mission dont cet officier était chargé.

— *Le Temps* annonce que le ministre de la marine a envoyé l'ordre de ne plus délivrer aucun congé aux matelots, et d'envoyer des munitions de toute espèce dans les grands ports militaires. On lit dans le même journal, que la commission chargée de l'examen du projet de loi, concernant l'appel de 80,000 hommes de la classe de 1842, a été invitée par le ministre de la guerre à hâter ses travaux.

Lors du scrutin secret qui a eu lieu à l'occasion de la proposition Ducos,

concernant les capacités, 199 députés ont voté en faveur de cette proposition, et les journaux de l'opposition ont publié la liste de ces 193 membres. Aujourd'hui, le nombre des députés qui réclament contre la non-insertion de leurs noms dans cette liste, est si considérable, que le chiffre primitif de 193 se monte déjà à 212 — On voit bien que les élections approchent, dit le *Commerce*.

— Le maréchal Sébastiani est devenu, par la mort de sa femme, survenue récemment, possesseur d'une fortune de 2 millions de rentes.

— M. Pozzo di Borgo a désigné pour son exécuteur testamentaire M. Gregory, son compatriote, conseiller à la cour royale de Lyon.

— Par ordonnance de la chambre du conseil, les éditeurs de la *Mode* ont été renvoyés en police correctionnelle, pour avoir ouvert et annoncé publiquement une souscription, ayant pour objet de les indemniser des condamnations judiciaires, prononcées contre leur journal.

— A la bourse du 25, il s'est fait peu d'affaires. Le bruit courait qu'il était arrivé de mauvaises nouvelles d'Haïti.

— Le tribunal de commerce, s'est déclaré incompétent, dans le procès que les gérants de la *Quotidienne et de la Mode* avaient intenté à leurs imprimeurs, pour refus d'impression de plusieurs articles des dits journaux. Ce tribunal a renvoyé les parties devant les juges qui doivent en connaître. Ce jugement a trompé l'attente générale, mais il paraît cependant fondé en raison. En effet l'appréciation des articles refusés n'est point du ressort d'un tribunal de commerce; et comme le président l'a très-bien dit dans son considérant, si le tribunal se livrait à l'examen de ces articles, ce serait reconnaître qu'il peut exercer un contrôle préventif sur la presse, tandis que

ses jugements n'ont point d'effet sur de pareilles matières.

— On écrit de Malte le 20 Février 1842. Le paquebot *le Gorgon* est arrivé cette nuit d'Alexandrie avec des valises de l'Inde, apportées à Suez par un bâtiment à vapeur de commerce, parti de Calcutta le 9 Janvier.

— Rien de nouveau de la Chine, si ce n'est la confirmation de la prise de Hang-kow-fow.

— 26 Fév. Les nouvelles de l'Afghanistan vont jusqu'au 15 Déc. La position du général Sale, au milieu de l'insurrection, était toujours critique.

— Le colonel Mac-Horn, envoyé pour le dégager, a échoué. Une nouvelle attaque des insurgés contre les troupes anglaises de l'Afghanistan, a été sans succès.

— Les fonds français ont encore éprouvé aujourd'hui un mouvement sensible de baisse, bien que les cotes de Londres fussent assez élevées. — Les spéculateurs craignaient toujours que le refus de ratification, de la part de la France, n'entraînât des embarras diplomatiques. Les fonds haïtiens étaient offerts à 625, par suite de la nouvelle de l'envoi d'une flotille française devant Haïti.

— LONDRES, 26 Février. — Dans la séance de la chambre des communes du 24, l'amendement de M. Villiers, tendant à obtenir une suppression complète du bill des céréales, a été rejeté à une majorité de 303 voix (393 contre 90). Ce vote, au reste, n'entraîne pas encore l'adoption du plan ministériel; car le lendemain, la chambre toujours constituée en comité, s'est occupée d'un troisième amendement, proposé par un membre tory, et d'après lequel le maximum du droit devait être porté à 25 shellings, le quarter de froment en valant 50. Les prix augmentant, le droit devait diminuer progressivement, de manière à ce qu'il n'atteignît le minimum d'un shelling que lorsque le quarter serait coté à 73. Cette

proposition a été rejetée à une majorité de 202 voix.

— Peu d'achats se sont faits dans ces derniers temps, au marché aux blés de Londres; cependant le prix du froment se soutient. Le 17, le prix moyen, pendant les six semaines qui viennent de s'écouler, était de 60 shellings, 11 pences le quarter; conséquemment, le droit d'importation est de 26 shellings, 8 pences. Si la nouvelle échelle de sir Robert Peel avait déjà force de loi, ce droit ne s'élèverait qu'à 12 shellings.

— Le *Standard* commence sa feuille d'avant-hier par l'annonce suivante: On nous fait savoir de Paris, que le gouvernement français a demandé et obtenu un délai de 4 mois, pour la ratification du traité relatif au droit de visite. (Cette nouvelle est en contradiction manifeste avec les paroles du *Journal des Débats*, que nous avons rapportées plus haut).

— D'après des nouvelles de Valparaiso, en date du 15 Novembre, le général Gamarra, président de la république du Pérou, a fait une invasion dans la Bolivie, pour y châtier les auteurs du soulèvement tenté en faveur de l'ex-protecteur du Pérou, général Santa-Cruz, et pour y appuyer l'élection du général Ballivian, en qualité de président de la Bolivie. Tout le pays était en combustion et le commerce dans une stagnation complète. On s'attendait, d'un moment à l'autre, à un combat décisif entre les deux parties belligérantes.

— Le paquebot *Monongahela* a apporté des nouvelles de Philadelphie, en date du 2 Février. L'accord par lequel les banques se sont engagées à venir mutuellement au secours les unes des autres, a beaucoup contribué à tranquilliser les esprits. Cependant la banque de Pensylvanie était toujours fermée, bien quelle eût, dans ses caisses, l'argent nécessaire pour solder les coupons échus de la dette publique.

— Le *Sun* publie, sur la fortune patrimoniale du prince Esterhazy, une notice dont nous extrayons les détails suivants :

Outre trois palais à Vienne et ses terres de Bohême, le prince Esterhazy possède la treizième partie du sol de toute la Hongrie. Il a 36 domaines comprenant chacun de 10 à 24 villages, qui contiennent 360,000 habitants. Ses revenus ne se montent pourtant qu'à 3,770,000 de francs; ses dettes s'élèvent à 50 millions. — Il paraît que parmi les magnats de Hongrie, vingt seulement n'ont pas fait banqueroute, et qu'ils sont presque tous débiteurs du célèbre banquier, baron Sina, qui est réellement roi en Hongrie.

— MADRID, 19 *Février*. — Le *Patriota* dément la nouvelle donnée hier par le *Correo National*, que l'ambassadeur anglais avait adressé au gouvernement espagnol une note, dans laquelle il protestait contre la réunion d'une armée d'observation sur la frontière de Portugal.

Les mouvements de troupes vers cette frontière, continuaient au contraire de tous les côtés.

Partout, à Madrid, on parle de conspirations, et les ministres expédient dans toutes les directions, des circulaires pour recommander aux autorités d'exercer la surveillance la plus rigoureuse. Si ces autorités n'exécutent pas avec modération les ordres qui leur sont donnés, on peut s'attendre à des violences et à de grands abus de pouvoir.

— Le *Castellane* annonce que l'ordre est arrivé à l'ambassade française, de vendre le peu d'effets que M. de Salvandy a laissés à Madrid.

— CONSTANTINOPLE, 7 *Février*. — Le nouveau ministère poursuit ses plans réactionnaires, mais il agit avec modération; la violence et l'arbitraire que l'on redoutait d'abord, n'ont pas encore éclaté. Le grand visir et le capitán pascha semblent avoir modifié un peu leurs idées ultra-turques; les anglais employés à l'arsenal et au ministère de la guerre, ont été maintenus, et Tahir-Pascha redouble chaque jour de prévenances à leur égard, car on n'ose pas mécontenter trop ouvertement les Européens. L'œuvre de Reschid Pascha subit des modifications successives, mais on se garde bien de la renverser entièrement. D'ailleurs le Sultan lui-même

s'y opposerait formellement, car il ne veut permettre que les modifications jugées indispensables. Par mesure d'économie, il vient d'être décidé que les appointements des divers employés de la capitale seraient réduits de dix pour cent.

Ali-Effendi qui a été nommé à l'ambassade de Londres, a retardé son départ, afin de pouvoir emporter avec lui un superbe sabre, monté en pierres, que l'on prépare pour l'envoyer en cadeau au prince de Galles.

— Une sultane est accouchée, hier, d'une fille qui a reçu le nom de Hadiché. Les batteries de la capitale ont annoncé au peuple cet événement.

— D'après des nouvelles d'Alexandrie, en date du 6 *Février*, le Vice-Roi est toujours dans la Haute-Egypte; les consuls étrangers attendent son retour avec la plus grande impatience.

MISCELLANEA.

VARSOVIE 7 *Mars*.

— Une estafette arrivée de Cracovie ayant apporté la nouvelle de la débâcle de la Vistule, la police a fait démonter hier le pont de Praga.

Notre impartialité nous fait un devoir de joindre au N° d'aujourd'hui, une lettre que nous a adressée M. L. P... en réponse à celle qui accompagnait notre N° du 4 c.

CHARADE

Chez tous les restaurants du monde,
Le bouillon est en général
Si clair, qu'on dirait qu'à la ronde
Chacun allonge mon total :
A Paris avec l'eau de Seine,
A Lisbonne avec mon dernier,
A Rennes avec la Villaine,
A Plaisance avec mon premier.

Arrivés : MM. le comte Bruno Kiciński, venant d'Oyrzenie; Louis Mędrzecki, venant de Trojanowo; Roman Pochorecki, venant de Ciechotosze; Emile Domaszewski, venant de Grobie; François Jaworski, venant d'Ociesz; Ladislas Lasocki, venant d'Howa; Napoléon Szamowski, venant de Replow.

Théâtre des Variétés. — *Nikt mnie nie zna;* (Personne ne me connaît). — *Spis Wojskowy* (La Conscription). — *Nowy Rok* (Le nouvel an).

Le Chronothermomètre de la Banque marquait hier à midi; degrés au dessus de zéro: 1; — à 6 heures du soir: degré au dessous de zéro: 1; — à minuit: 2; — ce matin à 6 heures: 3.